

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

PONTOISE, le 19/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIKA AUTOMOTIVE FRANCE

Z.I des Béthunes, 15 rue de l'équerre
95310 Saint-Ouen-l'Aumône

Références : UD95 – 2023 - 0973
Code AIOT : 0006506102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON) implanté Z.I des Béthunes, 15 rue de l'Equerre à Saint-Ouen-l'Aumône. L'inspection a été annoncée le 20/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 sur l'accidentologie et le retour d'expériences dans les établissements SEVESO.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIKA AUTOMOTIVE FRANCE (ex AXSON)
- Z.I des Béthunes, 15 rue de l'Equerre 95310 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SIKA AUTOMOTIVE est spécialisée dans la fabrication de résines à destination notamment des produits de construction et de l'industrie (automobile, panneaux photovoltaïques...).

Ses activités se répartissent sur 8 bâtiments accueillant des activités de production. Ces ateliers sont équipés d'étuves, de mélangeurs et de réacteurs où sont formulées des préparations de types résines époxy et polyuréthane. Des bâtiments sont réservés au stockage de matières premières et des produits finis.

La société exploite au sein de son établissement des installations classées au titre des rubriques 3410, 4110, 1450 et 2660. La société est de ce fait soumise aux dispositions de la directive relative aux émissions industrielles (IED) et de la directive SEVESO.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Procédure de gestion des accidents ou des incidents
- Mode de recensement des événements et mode de filtre
- Déclaration des accidents et incidents à l'inspection des installations classées
- Analyse des causes des événements
- Identification des mesures correctives
- Prise en compte du retour d'expériences
- Suivi des défaillances de mesure de maîtrise des risques
- Rapport de base et dossier de réexamen
- Construction et aménagement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54,A	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Rapport de base	Code de l'environnement, article R. 515-30	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Réexamen IED	Code de l'environnement, article R. 515-71	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Construction et aménagement	Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 34-2-4	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement, article R. 512-69	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement, article R. 512-69	Sans objet
6	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement, article R.512-69	Sans objet
7	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence procédures
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la liste des procédures et instructions pour la gestion des accidents et incidents. Plusieurs procédures existent et notamment la procédure générale relative à la préparation et réponse aux situations d'urgence. L'inspection a demandé à voir cette procédure dont la référence est PR8.2-002 rev 04 de novembre 2023. La procédure renvoie vers des instructions ou au POI en fonction du type d'accident : <ul style="list-style-type: none">- Renvoi au POI pour un incendie ou une explosion- Instruction particulière IN 8.5-106 / INM 8.5-076 pour l'emballement réactionnel- Instruction particulière IN 8.5-08 pour le déversement accidentel Cette procédure indique également que l'exploitant doit faire après un accident l'analyse des causes des évènements. L'inspection a également vu l'instruction IN 8.5-106 qui détaille les réponses et comportements à avoir dans différents cas d'emballement réactionnel. Les procédures et instructions présentées n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

S'agissant du mode de recensement des événements, l'exploitant indique que depuis l'introduction du site dans le groupe SIKA, les outils sont en constante évolution.

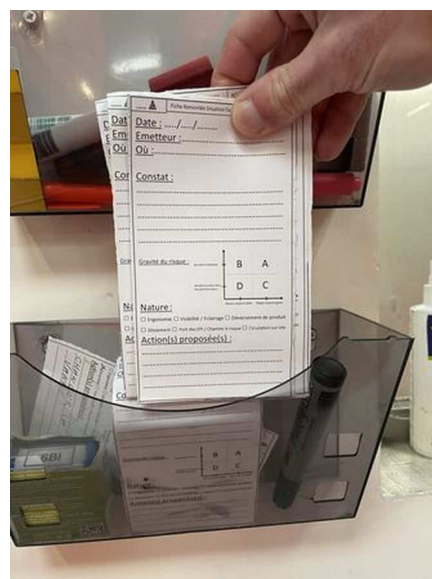
L'exploitant a présenté le tableau des accidents – incidents – constat de situation dangereuse utilisé jusqu'en 2022. En décembre 2022, l'outil SpheraCloud du groupe SIKA a été déployé au sein de l'installation. L'année 2023 est une période de transition. L'exploitant indique à l'inspection que les deux outils sont utilisés aujourd'hui (en doublon) pour recenser les accidents incidents et situations dangereuses.

Sur le terrain, la remontée des informations par les employés en service s'effectuent par différents canaux : mails, fiches anomalies, fiches SPD (situation potentiellement dangereuse), processus QRQC (quick response quality control). L'exploitant signale que la méthode utilisée est dépendante des chefs d'atelier ou du responsable de production.

Lors de la visite du site, l'inspection a interrogé le responsable de production qui a mis en place les fiches SPD ainsi que le processus QRQC.

Tous les jours, les employés sont réunis à un point de rassemblement spécifique pendant une quinzaine de minutes afin de faire un point rapide qualité, sécurité (risques) et délais.

Ce quart d'heure a notamment pour objectif que les employés remontent les points durs, événements, presque accidents, éléments sur des conditions de travail ayant eu lieu la veille. Des fiches SPD permettant de signaler des situations potentiellement dangereuses sont également à disposition à cet endroit.



Les chefs d'atelier et responsables de production se réunissent ensuite pour faire le point sur les événements significatifs et échanger sur les suites à donner, en concertation avec le responsable HSE.

Les événements jugés comme étant significatifs sont ensuite intégrés aux outils de gestion du groupe SpheraCloud / tableau des accidents – incidents – constat de situation dangereuse. Les chefs d'atelier ou responsables de production sont responsables des événements qu'ils ont détectés et des suites à traiter (analyses des causes et identification des mesures correctives).

Par ailleurs, une formation au poste est dispensée à chaque nouvel arrivant. Les intérimaires suivent également cette formation.

Le support de formation au poste QSE-005 du 10/11/2022 balaie un à un les différents risques du site (risque chimique, déchets mélanges incompatibles...) et sensibilise les employés au bon comportement à avoir. Le support met aussi en avant les comportements à proscrire pour limiter les risques.

L'exploitant indique également que chaque poste est équipé d'une fiche de poste de sécurité (FPS) sur laquelle les différents risques au poste sont repris (pictogramme produits, consignes d'emploi par exemple). Ce support de formation encourage les employés à remonter les situations potentiellement dangereuses.

L'exploitant signale avoir mis en place un plan de prévention qui est regardé avec les sous-traitants pour les sensibiliser aux risques du site. Les sous-traitants interviennent sur le site pour travaux et sont toujours encadrés par la maintenance.

L'exploitant a mis en place différents éléments, pour que la prévention des risques soit effective.

OBSERVATION : L'inspection constate que divers canaux sont utilisés pour effectuer la remontée des informations. Les différents processus de recensement des événements mériteraient d'être formalisés et harmonisés dans une procédure unique dans un but de clarification de la gestion des presque accidents et incidents et de pérennisation du processus mis en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54,A
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques. ----- Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 – article 4 Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.
Constats : L'exploitant indique que la seule MMR du site se situe au Bâtiment 6. Il s'agit d'une extraction d'air via une cheminée en toiture d'une hauteur de 10 mètres en remplacement d'une sortie en façade. L'inspection constate qu'aucune organisation n'est mise en place pour suivre cette MMR. L'exploitant indique que la maintenance de la cheminée est assurée mais qu'effectivement aucun test n'est effectué pour s'assurer de l'efficacité de la MMR en conformité avec les critères définis dans l'EDD. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'une MMR doit répondre simultanément à des exigences d'efficacité, de cinétique de mise en œuvre (en adéquation avec celle des événements à maîtriser) et de pérennité (dont la garantie est assurée par la testabilité et la maintenabilité). NON-CONFORMITE N°1 : Contrairement à l'article 54A de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant n'est pas en mesure d'assurer, à tout instant, le bon fonctionnement des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise des risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration à l'IIC
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
Constats : L'exploitant indique que seuls les accidents/incidents où l'intervention des services de secours et d'incendie a été nécessaire, sont déclarés à l'inspection des installations classées et font l'objet d'un rapport d'accident. L'exploitant signale que 4 incendies avec intervention des pompiers ont eu lieu depuis 2012 : <ul style="list-style-type: none">- 06/08/2012 : Début d'incendie du groupe de chauffe R3600- 26/08/2015 : Incendie du moteur des sorbonnes du laboratoire- 30/09/2016 : Emballement réactionnel dans un fût monocomposant- 22/06/2017 : Emballement réactionnel cartouches Ces 4 incendies ont été signalés à l'inspection. Par ailleurs, l'exploitant indique que d'autres incidents sans intervention des pompiers ont eu lieu sur le site. La majorité des incidents enregistrés sont des déversements accidentels dans les bâtiments de fabrication ou de stockage. Plusieurs débuts d'incendie ont également eu lieu. L'exploitant a présenté la liste des incidents sans intervention des pompiers. Pour exemple le 29/03/2023, au niveau du réacteur R3600, la surchauffe de l'armoire Thyristor a occasionné de la fumée et la fonte des fils électriques. L'exploitant demande à l'inspection dans quelles mesures elle souhaite être tenue informée des autres incidents sans intervention des pompiers. OBSERVATIONS : L'inspection demande à l'exploitant de l'informer des accident/incidents survenus sur le site, même sans intervention des pompiers et ceci afin d'alimenter le retour d'expérience. L'inspection indique que des éléments complémentaires pourront être demandés sur les événements importants. L'inspection demande également à l'exploitant de formaliser dans une procédure la définition des critères des événements qui feront l'objet d'une déclaration à l'IIC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Analyse des causes des événements
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection la politique de prévention des accidents majeurs (PPAM). Ce document indique que la prévention des risques majeurs sur le site repose en particulier sur l'analyse des causes des accidents. La procédure PR8.2-002 rev 04 de novembre 2023 relative à la préparation et réponse aux situations d'urgence indique effectivement qu'une analyse de cause est à réaliser. L'exploitant indique que lorsque des événements significatifs sont détectés via les canaux identifiés dans la fiche de constat n°2, ils font l'objet d'une enquête au cours de laquelle une analyse des causes est réalisée, et des actions correctives sont engagées. L'exploitant indique à l'inspection les critères d'ouverture d'une enquête. Une enquête est ouverte pour : <ul style="list-style-type: none">- Déversement accidentel > 50 kg- Accident ou incident avec conséquences potentiellement graves pour l'environnement (ex : incendie, emballement réactionnel) avec ou sans intervention SDIS. L'inspection constate que ces critères ne sont pas inscrits dans la procédure. L'exploitant indique que cette démarche est volontaire afin de se laisser une marge de manœuvre pour diligenter les enquêtes. Par sondage, sur l'incident du 29/03/2023 relatif à la surchauffe de l'armoire Thyristor occasionnant une fumée et la fonte des fils électriques, l'exploitant indique avoir analysé les causes. La surchauffe est due au dysfonctionnement occasionné par plusieurs résistances de chauffe hors-services. L'inspection constate que l'incident figure bien au tableau de suivi des accidents-incidents. L'exploitant indique également utiliser l'outil SpheraCloud en parallèle pour indiquer les causes relatives aux événements. L'inspection a constaté que l'analyse des causes des événements est un processus bien pris en compte par l'exploitant. OBSERVATIONS : L'inspection invite l'exploitant à intégrer davantage à sa démarche l'analyse des causes profondes et la reproductibilité sur d'autres systèmes du site. Par ailleurs, les critères minimums conduisant à diligenter une enquête avec arbre des causes et à mettre en place des actions correctives mériteraient d'être formalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Identification des mesures correctives
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
Constats : L'exploitant indique que lorsque des événements significatifs sont détectés via les canaux identifiés dans la fiche de constat n°2, ils font l'objet d'une enquête au cours de laquelle une analyse des causes est réalisée, et des actions correctives sont engagées. S'agissant du traitement de l'incident du 29/03/2023 relatif à la surchauffe de l'armoire Thrystor occasionnant fumée et fonte des fils électriques, l'exploitant indique avoir engagé des actions correctives. Le responsable de production a également été interrogé sur la manière dont l'incident a été traité. Il indique que les événements font l'objet d'actions graduées : court, moyen et long terme pour avoir des actions concrètes rapidement: 1) court terme : resserrage des COS sur l'ensemble, réparation du Thrystor et mise en place d'une ventilation de l'armoire 2) moyen terme : mettre en place un resserrage régulier des COS 3) long terme : Remplacement des équipements (Installation de 4 thermoplongeurs) L'inspection a demandé à l'exploitant si cet événement pouvait se produire sur d'autres équipements. Le responsable de production a indiqué que les autres équipements ne fonctionnent pas de la même façon. L'inspection constate que l'incident est bien inscrit au tableau de suivi des accidents-incidents. La colonne « actions correctives » y figure. Néanmoins, ce tableau ne prévoit pas le suivi de l'efficacité des mesures correctives. L'exploitant a présenté un autre tableau de suivi lié au système qualité et géré par le service HSE qui regroupe toutes les actions à suivre et qui concerne des thématiques plus larges (qualité, sécurité, événements ..) Dans ce tableau, l'inspection constate que le suivi des actions est très satisfaisant. En effet, par action, figurent au tableau un responsable identifié, la date prévue de réalisation, le moyen de mesure de l'efficacité de l'action et son statut. Néanmoins, l'inspection constate que l'incident du 29/03/2023 n'est pas répertorié dans ce tableau. L'exploitant signale utiliser l'outil SpheraCloud en parallèle pour indiquer les actions correctives. Suite à des événements significatifs, l'inspection constate que l'exploitant s'inscrit bien dans une démarche d'analyse des causes et de mise en place d'actions correctives pour éviter un accident ou un incident. OBSERVATIONS : L'exploitant utilise divers outils pour le suivi des événements (analyse des causes, mesures correctives et suivi de leur efficacité) sans toutefois que ces derniers recensent la totalité des « actions/ événements » à suivre. L'inspection demande à l'exploitant de faire preuve de vigilance sur cet aspect, de clarifier les usages des outils de gestion ou de rassembler les outils pour assurer l'exhaustivité du suivi des événements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prise en compte du REX
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection la politique de prévention des accidents majeurs (PPAM). Ce document indique que la prévention des risques majeurs repose en particulier sur le retour d'expérience. L'exploitant indique que plusieurs éléments de retour d'expérience sont pris en compte pour prévenir les incidents et accidents. Il s'agit : <ul style="list-style-type: none">- des événements observés sur le site. En particulier, l'exploitant s'est rendu compte que des modifications anodines pour améliorer les postes de travail par exemple pouvaient avoir des impacts sur la sécurité. Ainsi, l'exploitant a créé une procédure de gestion des modifications (en cours de finalisation) afin que chaque modification fasse l'objet d'une réflexion globale sur les répercussions annexes plus particulièrement en termes de sécurité et risques.- du suivi des événements du Groupe SIKa. Les événements sont remontés via le logiciel SpheraCloud. L'exploitant indique que les événements significatifs font l'objet d'une déclaration safety on line. La liste des événements majeurs est ensuite envoyée par mail aux différents sites du groupe pour le retour d'expériences. L'exploitant indique que pour le moment aucun événement du listing n'est transposable à son site de Saint-Ouen-l'Aumône.- du suivi accidentologie sur le site du BARPI- de la veille réglementaire AXONE de Socotec Par ailleurs, l'inspection a noté que l'exploitant a bien pris en compte l'accidentologie du site de 2012 à 2017 dans la mise à jour de son étude de dangers. L'exploitant indique enfin qu'aucun retour d'expérience de l'efficacité de la MMR ne peut être pris en compte, la MMR ne faisant pas l'objet d'un suivi spécifique (cf. non conformité n°1) L'inspection constate que l'exploitant intègre le retour d'expérience pour prévenir les risques majeurs sur son site. OBSERVATIONS : L'inspection invite l'exploitant à intégrer les MMR dans le retour d'expérience. Cette action ne pourra être mise en place qu'à la suite de la mise à jour de l'étude de danger qui doit permettre de suivre l'efficacité des MMR.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R515-30
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport de base
Prescription contrôlée : L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.
Constats : Le site est classé au titre de la rubrique 3410 pour les réactions chimiques réalisées. Suite à la publication du BREF WGC concernant l'industrie chimique en décembre 2022, l'exploitant doit réaliser un dossier de réexamen IED attendu au 12/12/2023 (cf. fiche suivante). A date de la visite, l'exploitant n'a pas remis de rapport de base. L'exploitant indique que le rapport de base est en cours de finalisation par la société COELYS. L'exploitant a présenté le bon de commande n°CAG-23-006496 daté du 3 octobre 2023. NON-CONFORMITE N°2 : Contrairement à l'article R. 515-30 du code de l'environnement, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport de base dans les délais. L'inspection note toutefois que le rapport est en cours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R515-71
Thème(s) : Risques chroniques, Réexamen IED
Prescription contrôlée : I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.
Constats : Le site est classé au titre de la rubrique 3410 pour les réactions chimiques réalisées. Suite à la publication du BREF WGC concernant l'industrie chimique en décembre 2022, l'exploitant doit réaliser un dossier de réexamen IED attendu au 12/12/2023. A date de la visite, l'exploitant n'a pas remis de dossier de réexamen. L'exploitant indique que le dossier de réexamen est en cours de réalisation par la société COELYS. L'exploitant a présenté le bon de commande n°CAG-23-006497 du 3 octobre 2023. L'exploitant signale que le dossier nous sera transmis au 1er trimestre 2024 (début février). NON-CONFORMITE N°3 : Contrairement à l'article R. 515-30 du code de l'environnement, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un dossier de réexamen dans les délais. L'inspection note toutefois que le dossier est en cours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2006, article 34-2-4
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux techniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ateliers où s'effectue la charge des accumulateurs (locaux dédiés et clos) ne doivent avoir aucune autre affectation. En particulier, il est interdit d'y stocker des matières combustibles. Ils ne sont pas surmontés d'étages. Ces locaux sont séparés du reste des installations par des parois et portes (munies de ferme porte) coupe-feu de degré 2 heures au moins. La couverture est en matériaux incombustibles. Ils ne commandent aucun dégagement, les portes d'accès s'ouvrent vers l'extérieur et sont maintenues fermées afin d'interdire l'accès à toute personne étrangère à l'exploitation. Les portes sont coupe-feu de degré 2 heures au moins. La charge des accumulateurs est interdite à l'extérieur de ces locaux.</p> <p>[...]</p> <p>Les zones dédiées à la charge des accumulateurs dans les différents bâtiments du site sont limités à deux postes de charge maximum fonctionnant avec des batteries étanches. Dans ces zones, les installations de charge sont balisées au sol et aux murs, sont protégées contre les chocs et font l'objet d'une signalisation ATEX si la classification de cette zone le justifie. Dans chaque bâtiment concerné, ces zones de charge sont éloignées des zones de stockage des matières dangereuses (matières premières, produits finis, déchets), des sources de chaleur et des postes de manipulation des produits pulvérulents (poste de pesée, charge des machines de production...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté l'existence de zone de charge d'accumulateurs dans les locaux de stockage et de production. Des matières premières/ produits finis sont stockées à proximité des zones de chargement.</p> <p>NON-CONFORMITE N°4 : L'arrêté préfectoral tel que rédigé est ambigu quant à la possibilité de charger des accumulateurs à l'extérieur des locaux techniques. Néanmoins, et contrairement à l'article 34-2-4 de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2006, des matières premières/ produits finis sont stockées à proximité des zones de chargement.</p> <p>L'inspection précise qu'une évolution des matières stockées pourrait amener l'installation à un classement en rubrique 1510 et de ce fait l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts deviendrait applicable. La recharge de batteries serait alors interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz en application de l'article 17 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois